



Rédactions du Quotidien du peuple et du Drapeau Rouge : Des défenseurs du néo-colonialisme

1963

Rédaction du Renmin Ribao et Rédaction du Hongqi, 22 octobre 1963

La révolution bat violemment en tempête en Asie, en Afrique et en Amérique latine depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'indépendance a été proclamée dans plus de cinquante pays d'Asie et d'Afrique. La Chine, le Vietnam, la Corée et Cuba ont pris la voie du socialisme. Le visage de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine a connu des changements énormes.

Si la révolution des colonies et semi-colonies a subi de sérieux revers, après la Première Guerre mondiale, suite à la répression par l'impérialisme et ses laquais, la situation est toute différente depuis la Seconde Guerre mondiale. Ceux-ci ne sont plus à même d'éteindre le grand feu de prairie de la libération nationale.

Le vieux système colonial des impérialistes se désagrège rapidement. Les arrières des impérialistes sont devenus un front où le combat anti-impérialiste fait rage. La domination de l'impérialisme a été renversée dans un certain nombre de colonies et de pays dépendants et elle vacille dans d'autres, sous les coups violents, d'où affaiblissement et ébranlement inéluctables des fondements de sa domination sur son propre terrain.

Les victoires remportées par les révolutions populaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, venues s'ajouter à la montée du camp socialiste, sont un hymne triomphal et retentissant à notre époque.

La révolution populaire qui bat en tempête en Asie, en Afrique et en Amérique latine exige de toutes les forces politiques du monde qu'elles prennent parti. Les impérialistes et les colonialistes tremblent devant cette grande tempête révolutionnaire, tandis que les peuples révolutionnaires du monde entier l'acclament. Les impérialistes et les colonialistes disent : « C'est effroyable, effroyable ! ».

Et les révolutionnaires, eux : « C'est bien, très bien ! » Les impérialistes et les colonialistes disent : « C'est de la révolution, c'est un droit du peuple et c'est un courant historique que nul ne peut

endiguer ».

L'attitude adoptée envers ce problème, le plus aigu de la politique mondiale actuelle, constitue la ligne de partage essentielle entre marxistes-léninistes et révisionnistes modernes. Les marxistes-léninistes sont fermement avec les nations opprimées et soutiennent activement le mouvement de libération nationale. Les révisionnistes modernes se rangent en fait du côté des impérialistes et des colonialistes, et ils renient et combattent le mouvement de libération nationale par tous les moyens.

Les dirigeants du P.C.U.S. n'osent pas encore rejeter complètement en paroles les mots d'ordre de soutien au mouvement de libération nationale, et parfois, tenant compte de leurs intérêts, ils adoptent même des mesures qui donnent l'impression d'être un soutien. Mais si l'on va au fond des choses et si l'on prend en bloc leurs vues et leur politique de ces dernières années, on voit clairement que leur attitude envers le combat pour la libération des nations opprimées d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine est passive, ou méprisante, ou négative, et qu'ils se font les défenseurs du néo-colonialisme.

Sur la question du mouvement de libération nationale, les camarades du P.C.U.S. ont, par la lettre ouverte du 14 juillet 1963 du Comité central du P.C.U.S. et nombre d'articles et de déclarations, beaucoup fait pour défendre leurs vues fausses et ont attaqué le Parti communiste chinois. Mais, de tout cela, il n'est résulté que la confirmation de la position anti-marxiste-léniniste et antirévolutionnaire de la direction du P.C.U.S. sur le sujet.

Voyons maintenant ce qu'est la « théorie » et la pratique des dirigeants du P.C.U.S. dans la question du mouvement de libération nationale.

SUPPRESSION DE LA TACHE DE COMBAT CONTRE L'IMPÉRIALISME ET LE COLONIALISME

De grandes victoires de portée historique ont déjà été remportées par le mouvement de libération nationale en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Et ceci, personne ne peut le nier. Mais peut-on affirmer que la tâche des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine de combattre l'impérialisme, le colonialisme et leurs agents soit achevée ?

Nous estimons que non. Elle est loin d'être achevée.

Cependant, les dirigeants du P.C.U.S. répandent fréquemment des vues selon lesquelles le colonialisme aurait disparu ou serait près de disparaître de la scène du monde.

Ils soulignent que « dans le monde, il n'y a plus que 50 millions d'hommes gémissant sous le joug colonial » [Allocution de Mirzo Tursún-Zadé, chef de la délégation soviétique, prononcée le 5 février 1963 à la IIIe Conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques], qu'il ne reste des débris du colonialisme que dans des contrées comme l'Angola et le Mozambique sous domination portugaise, en Afrique, et que la liquidation du colonialisme en est déjà à la « phase finale » [Rapport de N.S. Khrouchtchev sur le Programme du P.C.U.S. présenté en octobre 1961 au XXIIe Congrès du P.C.U.S.].

Que disent les faits ?

Voyons, tout d'abord, la situation en Asie et en Afrique.

Tout un groupe de pays y a proclamé son indépendance. Mais nombre d'entre eux ne se sont pas entièrement débarrassés du contrôle et de l'asservissement impérialistes et colonialistes, ils sont toujours soumis au pillage et à l'agression impérialistes et demeurent des arènes de combat où se mesurent colonialistes et néo-colonialistes.

Dans certains de ces pays, les vieux colonialistes se sont métamorphosés en néo-colonialistes et maintiennent leur domination coloniale par l'intermédiaire des agents qu'ils ont formés.

Dans d'autres, le loup a été chassé par la porte de devant, mais le tigre est entré par la porte de derrière, le vieux colonialisme étant remplacé par un colonialisme nouveau, plus puissant, plus dangereux, l'américain. Les tentacules du néo-colonialisme, représenté par l'impérialisme américain, menacent sérieusement les peuples d'Asie et d'Afrique.

Ecoutez donc la voix des peuples d'Amérique latine.

La Seconde Déclaration de La Havane dit, « Aujourd'hui, l'Amérique latine subit le joug d'un impérialisme plus féroce, beaucoup plus puissant et plus impitoyable que l'empire colonial espagnol ».

Elle dit encore : « Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les investissements nord-américains, dépassent 10 milliards de dollars. De plus, l'Amérique latine fournit des matières premières à bon marché et paie les articles manufacturés à des prix élevés... Un torrent d'argent roule de façon ininterrompue d'Amérique latine aux Etats-Unis : quelque 4.000 dollars par minute, 5 millions de dollars par jour, 2 milliards de dollars par an, 10 milliards de dollars tous les cinq ans. Pour chaque tranche de mille dollars qui nous quitte, c'est un cadavre qui nous reste. Mille dollars par mort, voilà le prix de ce qu'on appelle l'impérialisme ».

Les faits sont clairs : Après la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme n'a en aucun cas renoncé au colonialisme. Il a tout au plus adopté une forme nouvelle, celle du néo-colonialisme.

Une des caractéristiques importantes du néo-colonialisme est comme suit : l'impérialisme a été forcé de modifier sa domination coloniale directe ancienne manière et a adopté une forme nouvelle par laquelle il exerce sa domination et son exploitation coloniales par l'intermédiaire d'agents qu'il a choisis et formés.

Par l'organisation de blocs militaires, la création de bases militaires et l'établissement de « fédérations » et de « communautés », les impérialistes, qui ont les Etats-Unis pour chef de file, nourrissent des régimes fantoches et placent sous leur contrôle ou leur asservissement les pays coloniaux et les pays qui ont déjà proclamé leur indépendance.

Et par l'« aide » économique et d'autres méthodes, ils continuent à transformer ces pays en déversoir pour leurs propres marchandises, en source de matières premières et en cibles pour leurs exportations de capitaux, à piller les ressources de ces pays et à soutirer le sang du peuple. Les Nations Unies leur sont un précieux instrument pour intervenir dans les affaires intérieures de ces

pays et pour les soumettre à l'agression militaire, économique et culturelle. Lorsqu'ils se trouvent dans l'incapacité de maintenir leur domination par les moyens « pacifiques », ils montent des coups d'Etat militaires, pratiquent la subversion ou recourent même à l'intervention armée et à l'agression.

Dans la pratique du néo-colonialisme, ce sont les Etats-Unis qui sont les plus actifs et les plus sournois. Par l'arme qu'est le néo-colonialisme, les impérialistes américains s'efforcent d'accaparer les colonies et sphères d'influence des autres impérialistes pour établir leur hégémonie mondiale.

Ce colonialisme de type nouveau est plus sournois et plus sinistre.

On aimerait demander aux dirigeants du P.C.U.S. : Comment pouvez-vous dire, dans ces conditions, que la liquidation du colonialisme en est déjà à la « phase finale » ?

Pour étayer pareils mensonges, les dirigeants du P.C.U.S. vont jusqu'à rechercher de l'aide dans la Déclaration de 1960. La Déclaration de 1960, disent-ils, ne parle-t-elle pas de la rapide désagrégation du système colonial ? Mais ceci ne peut en rien soutenir leur argumentation sur la disparition du colonialisme.

La Déclaration fait clairement ressortir que « les Etats-Unis d'Amérique sont le bastion principal du colonialisme actuel », que « les impérialistes, Etats-Unis en tête, tentent des efforts désespérés pour maintenir l'exploitation coloniale des peuples des anciennes colonies par de nouvelles méthodes et sous des formes nouvelles » et qu'ils « s'appliquent à garder en main le contrôle économique et à maintenir leur influence politique dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ». Par ces phrases, la Déclaration dit exactement ce que la direction du P.C.U.S. s'évertue à cacher.

La direction du P.C.U.S. a aussi créé la « théorie » du passage du mouvement de libération nationale à une « phase nouvelle » axée, selon elle, sur les tâches économiques.

Leur argumentation, c'est que « auparavant, la lutte était menée essentiellement dans le domaine politique », alors que, aujourd'hui, le problème économique est devenu la « tâche centrale » et « le maillon fondamental du développement ultérieur de la révolution » [« Au détriment de la lutte des peuples », Pravda, 17 septembre 1963].

En effet, le mouvement de libération nationale est entré dans une phase nouvelle.

Mais ce n'est en aucun cas une « phase nouvelle » axée sur les tâches économiques, comme l'affirme la direction du P.C.U.S. Dans cette phase nouvelle, les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine connaissent un éveil sans précédent, ont un mouvement révolutionnaire plus impétueux que jamais et exigent impérieusement la liquidation totale des forces de l'impérialisme et de ses laquais dans leurs pays, afin de conquérir l'indépendance complète, tant politique qu'économique.

La tâche première et la plus urgente qui confronte ces pays demeure le développement à donner à la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et leurs laquais. Cette lutte se poursuit toujours avec acharnement dans les domaines politique, économique, militaire, culturel, idéologique et tous les autres domaines.

Et les luttes livrées dans tous ces domaines trouvent toujours leur expression concentrée dans la lutte politique qui, bien souvent, lorsque les impérialistes recourent à la répression armée directe ou indirecte, se développe inéluctablement en lutte armée.

Pour les pays nouvellement indépendants, le développement d'une économie nationale indépendante est chose importante. Cependant, cette tâche ne peut en aucune façon être séparée de la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et leurs laquais.

Tout comme la théorie de la « disparition du colonialisme », celle de la « phase nouvelle », prêchée par la direction du P.C.U.S., vise de toute évidence à parer sous de belles couleurs l'agression et le pillage de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine par le néo-colonialisme, incarné par les Etats-Unis, à camoufler la contradiction aiguë qui oppose impérialisme et nations opprimées, et par là à éteindre la lutte révolutionnaire des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

A en croire cette « théorie », puisque le colonialisme est près de disparaître et que le développement économique est devenu la tâche centrale du mouvement de libération nationale, il est évident que lutter contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et leurs laquais ne s'impose plus.

Et ne s'ensuit-il pas que l'on peut tout aussi bien se débarrasser du mouvement de libération nationale ? On peut comprendre par là que la « phase nouvelle » dont parlent les dirigeants du P.C.U.S. et dans laquelle les tâches économiques sont au centre des préoccupations, n'est autre que la phase de la non-opposition à l'impérialisme, au colonialisme classique et nouveau et à leurs laquais, phase d'où le mouvement de libération nationale est banni.

RECETTES POUR LIQUIDER LA RÉVOLUTION DES NATIONS OPPRIMÉES

En accord avec leurs « théories » erronées, les dirigeants du P.C.U.S. se sont ingéniés à élaborer tout un choix de recettes aptes à guérir tous les maux dont souffrent les nations opprimées. Examinons-les.

La première recette est appelée coexistence pacifique et compétition pacifique.

Les dirigeants du P.C.U.S. attribuent constamment à ce qu'ils nomment « coexistence pacifique » et « compétition pacifique » les grandes victoires remportées dans l'après-guerre par le mouvement de libération nationale en Asie, en Afrique et en Amérique latine. La lettre ouverte du Comité central du P.C.U.S. dit : « Ces dernières années, de nouvelles victoires importantes ont été obtenues dans la lutte de classe du prolétariat et dans la lutte des peuples pour la libération nationale, le processus révolutionnaire mondial se développe avec succès, et cela dans la coexistence pacifique ».

De même, ils disent fréquemment que le mouvement de libération nationale s'est « développé dans les conditions de coexistence pacifique des pays à systèmes sociaux différents et de compétition économique des deux systèmes sociaux antagonistes » [« La ligne générale du mouvement communiste international et le programme schématique des dirigeants chinois », par la Rédaction du *Kommunist*, n° 14, 1963], que la coexistence pacifique et la compétition pacifique « stimulent le processus libérateur qui délivre les peuples en lutte de la domination des organisations monopolistes

«étrangères» [ibidem], qu'elles permettent de « porter un coup foudroyant à l'ensemble des rapports capitalistes » [B.N. Ponomarev : « Quelques problèmes du mouvement révolutionnaire », La Nouvelle Revue internationale, n° 12, 1962].

Les pays socialistes doivent appliquer la politique léniniste de la coexistence pacifique entre pays à systèmes sociaux différents. Cependant la coexistence pacifique et la compétition pacifique ne peuvent en aucun cas être substituées à la lutte révolutionnaire des peuples du monde. Les colonies et pays dépendants ne remporteront la victoire dans leur révolution nationale que s'ils s'appuient avant tout sur la lutte révolutionnaire de leurs propres peuples, que ne peut remplacer celle d'aucun autre pays.

Les dirigeants du P.C.U.S. estiment que les succès de la révolution de libération nationale ne sont pas avant tout le fait de la lutte révolutionnaire des masses, que le peuple ne peut s'émanciper lui-même et qu'il doit attendre que l'impérialisme croule de lui-même au cours de la coexistence pacifique et de la compétition pacifique. En fait, cela revient à dire aux nations opprimées qu'elles doivent tolérer à jamais le pillage et l'asservissement impérialistes, qu'elles ne doivent pas se dresser pour résister et faire la révolution.

La deuxième recette est appelée aide aux pays retardataires.

Les dirigeants du P.C.U.S. vantent au maximum le rôle joué par leur aide économique aux pays nouvellement indépendants. Le camarade Khrouchtchev a déclaré que cette aide peut permettre à ces pays « d'éviter un nouvel esclavage, de stimuler leur marche en avant et d'encourager la progression sans heurt et l'accélération de leurs processus internes, qui les engageront dans la grande voie du développement social, la grande voie du socialisme » [N.S. Khrouchtchev : « Problèmes vitaux du développement du système socialiste », La Nouvelle Revue internationale, n° 9, 1962].

Pour les pays socialistes, il est nécessaire, selon le principe de l'internationalisme, d'aider économiquement les pays nouvellement indépendants, et cette aide est d'une grande signification. Mais, il ne peut être affirmé d'aucune façon que l'indépendance nationale et le progrès social de ces pays sont dus entièrement à l'aide économique qu'ils reçoivent des pays socialistes et non pour l'essentiel à la lutte révolutionnaire de leurs propres peuples.

En outre, et pour parler franchement, la politique menée et le but poursuivi, au cours des dernières années, par les dirigeants du P.C.U.S. dans leur aide aux pays nouvellement indépendants sont sujet à caution. Les dirigeants du P.C.U.S. adoptent souvent une attitude faire de chauvinisme de grande puissance et d'égoïsme national dans leur aide aux pays nouvellement indépendants, et portent préjudice aux intérêts économiques et politiques des pays bénéficiaires, d'où discrédit jeté sur les pays socialistes.

Quant à leur aide à l'Inde, leurs motifs cachés n'en sont que plus évidents. L'Inde vient en tête des pays nouvellement indépendants que l'Union soviétique aide économiquement. Cette aide vise de toute évidence à encourager le gouvernement Nehru dans sa politique dirigée contre le communisme, le peuple et les pays socialistes. Même les impérialistes américains ont déclaré que pareille aide soviétique « est conforme à nos intérêts » [Interview télévisée donnée par W.A.

Harriman le 9 décembre 1962].

De plus, les dirigeants du P.C.U.S. proposent ouvertement de coopérer avec l'impérialisme américain « dans l'aide aux pays retardataires ». Dans un discours fait en septembre 1959 aux Etats-Unis, Khrouchtchev disait : « Nos succès économiques, à vous et à nous, seront salués par le monde entier qui attend que nos deux grandes puissances aident à se mettre plus rapidement sur pied les peuples qui ont un retard séculaire dans leur développement économique ».

Voyez ! Le principal bastion du colonialisme actuel va aider les nations opprimées à « se mettre plus rapidement sur pied » ! Il est vraiment ahurissant que les dirigeants du P.C.U.S. se soient volontiers faits les associés des néo-colonialistes et qu'ils soient fiers de l'être !

La troisième recette est appelée désarmement.

Khrouchtchev a dit : « Le désarmement signifie le désarmement des forces de la guerre, la suppression du militarisme, l'exclusion de l'ingérence militaire dans les affaires intérieures de n'importe quel pays, la liquidation totale et définitive de toutes les formes du colonialisme » [Discours de N.S. Khrouchtchev prononcé le 10 juillet 1962 à la conférence mondiale pour le désarmement général et la paix.].

Il a dit aussi : « Le désarmement assurerait les conditions nécessaires à une énorme extension de l'aide aux jeunes Etats nationaux. Si, sur la somme totale des dépenses militaires dans le monde, égale à 120 milliards de dollars, on allouait à ces fins seulement 8 à 10 %, on pourrait liquider en vingt ans la famine, les maladies et l'analphabétisme dans les régions du globe sujettes aux calamités » [ibidem].

C'est pour dévoiler et combattre l'accroissement des armements et la préparation à la guerre de l'impérialisme que nous avons toujours préconisé la lutte pour le désarmement général. Mais rien ne permet d'affirmer que le colonialisme sera éliminé par la voie du désarmement.

Là, Khrouchtchev a tout à fait l'air d'un prêtre faisant un sermon : Eprouvés du monde entier, vous êtes vraiment bénis ! Il vous suffit d'attendre que les impérialistes déposent leurs armes, et la liberté descendra sur vous. Attendez jusqu'à ce que les impérialistes se montrent miséricordieux et les régions appauvries du monde deviendront un paradis où couleront lait et miel !

Ce n'est pas simplement de l'illusion ; c'est de l'opium pour endormir le peuple.

La quatrième recette est appelée élimination du colonialisme par voie des Nations Unies.

Khrouchtchev soutient que si les Nations Unies prennent des mesures pour extirper le système colonial, « les peuples qui souffrent actuellement de l'humiliation née de la domination étrangère se débarrasseraient du joug étranger et disposeraient d'une perspective claire et immédiate quant à leur libération pacifique » [Discours de N.S. Khrouchtchev prononcé le 23 septembre 1960 devant l'Assemblée générale des Nations Unies].

Dans un discours à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 1960, Khrouchtchev demanda : « Qui, sinon l'Organisation des Nations Unies, doit œuvrer pour la liquidation du régime d'administration coloniale.. ? »

La question est étrange ! Selon Khrouchtchev, les peuples révolutionnaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ne devraient pas et ne seraient pas à même d'éliminer le colonialisme, et ils ne peuvent que s'en remettre aux Nations Unies.

A cette Assemblée générale de l'O.N.U., Khrouchtchev déclara aussi : « C'est pourquoi nous nous adressons à la raison et à la perspicacité des peuples des pays occidentaux, à leurs gouvernements et représentants à cette haute assemblée : Concertons les mesures visant à abolir le régime d'administration coloniale et accélérons ainsi ce processus historique qui est dans la logique des choses ... »

On voit que lorsque Khrouchtchev souhaite l'aide des Nations Unies, il entend l'aide des impérialistes. Les faits prouvent que l'O.N.U., contrôlée aujourd'hui encore par l'impérialisme, ne fait qu'aider au maintien et au renforcement de la domination coloniale et non à l'élimination de quelque forme que ce soit du colonialisme.

En un mot, la panacée confectionnée par les dirigeants du P.C.U.S. pour le mouvement de libération nationale est destinée à faire croire que l'impérialisme renoncera au colonialisme, qu'il octroiera la liberté et la libération aux nations et peuples opprimés, et que, de ce fait, toutes les théories, idées et luttes révolutionnaires sont dépassées, superflues et devraient nécessairement être abandonnées.

OPPOSITION A LA GUERRE DE LIBÉRATION NATIONALE

Si les dirigeants du P.C.U.S. cherchent par tous les moyens à faire renoncer les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine à leur lutte révolutionnaire, c'est qu'ils tremblent devant la révolution qui bat en tempête, quoiqu'ils parlent du soutien aux mouvements et aux guerres de libération.

Ils disposent d'une fameuse « théorie », celle qui prétend que « même une petite étincelle peut engendrer une guerre mondiale » [1 Rapport de N.S. Khrouchtchev présenté en octobre 1959 à la session du Soviet suprême] et une guerre mondiale est nécessairement thermonucléaire et signifie anéantissement de l'humanité.

Aussi Khrouchtchev vocifère-t-il qu'« à notre époque, les 'guerres locales' sont fort dangereuses » [Déclaration de N.S. Khrouchtchev du 8 juillet 1960 à une conférence de presse à Vienne] et que « nous travaillerons dur ... pour étouffer les étincelles qui pourraient faire surgir les flammes de la guerre » [Interview donnée par N.S. Khrouchtchev le 16 septembre 1959 à Washington au U.S. National Press Club].

Là, il ne fait aucune distinction entre guerres justes et guerres injustes et, de ce fait, a abandonné la position communiste de soutien aux guerres justes.

Les dix-huit années écoulées depuis la Seconde Guerre mondiale montrent que les guerres de libération nationale sont inéluctables aussi longtemps que les impérialistes et leurs laquais essaient de maintenir leur domination brutale par les baïonnettes et qu'ils recourent à la force pour réprimer les révolutions des nations opprimées.

Les guerres révolutionnaires de toute envergure, dirigées contre les impérialistes et leurs laquais, et

qui n'ont jamais cessé, ont durement frappé les forces de guerre impérialistes, renforcé les forces qui défendent la paix mondiale et déjoué avec énergie le plan de l'impérialisme visant à déclencher une guerre mondiale. Pour parler franchement, le cri de Khrouchtchev sur la nécessité d'« étouffer » les étincelles de la révolution dans l'intérêt de la paix est une tentative de combattre la révolution au nom de la défense de la paix.

A partir précisément de ces vues politique erronées, les dirigeants du P.C.U.S. non seulement demandent que les nations opprimées renoncent à la lutte révolutionnaire pour la libération et « coexistent pacifiquement » avec les impérialistes et les colonialistes, mais se rangent du même côté de l'impérialisme, et recourent à diverses méthodes pour étouffer les étincelles de la révolution en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Prenons par exemple la guerre de libération nationale du peuple algérien. La direction du P.C.U.S. s'est non seulement abstenue de tout soutien pendant longtemps, mais elle s'était rangée du côté d l'impérialisme français. Khrouchtchev considérait l'indépendance nationale de l'Algérie comme une « affaire intérieure » française.

Parlant de la question algérienne le 3 octobre 1955, il déclarait : « En premier lieu, je considérais et je considère que l'Union soviétique ne doit pas intervenir dans les affaires intérieures des autres pays ».

Et dans une interview accordée le 19 mars 1958 à un correspondant du journal français Le Figaro, il déclarait encore : « Nous ne désirons pas que la France s'affaiblisse, nous désirons qu'elle devienne plus grande encore ».

Pour s'attirer les bonnes grâces des impérialistes français, la direction du P.C.U.S. n'osa pas, pendant longtemps, reconnaître le gouvernement provisoire de la République algérienne ; c'est seulement lorsque la victoire de la guerre de résistance contre la France menée par le peuple algérien ne fit plus de doute et que la France fut forcée d'admettre l'indépendance algérienne qu'elle reconnut précipitamment l'Algérie. Son attitude indigne couvrit les pays socialistes de honte.

Et cependant la direction du P.C.U.S. tire gloire de sa honte et prétend que la victoire payée par le peuple algérien au prix de son sang doit également être portée au crédit de sa politique de « coexistence pacifique ».

Voyons maintenant le rôle joué par les dirigeants du P.C.U.S. dans la question du Congo. Ils ont non seulement refusé de soutenir activement la lutte armée du peuple congolais contre le colonialisme, mais étaient anxieux de « coopérer » avec l'impérialisme américain pour étouffer l'étincelle au Congo.

Le 13 juillet 1960, l'Union soviétique vota avec les Etats-Unis la résolution du Conseil de Sécurité sur l'envoi des forces de l'O.N.U. au Congo ; elle aida ainsi l'impérialisme américain à utiliser le drapeau des Nations Unies et à intervenir au Congo par les armes. Elle procura des moyens de transport aux forces de l'O.N.U. Khrouchtchev disait le 15 juillet, dans un télégramme à Kasavubu et Lumumba, que « le Conseil de Sécurité des Nations Unies a fait œuvre utile ».

Après cela, la presse soviétique prodigua un flot de louanges aux Nations Unies pour « avoir aidé le gouvernement de la république du Congo, à sauvegarder l'indépendance et la souveraineté nationales » [Izvestia, 21 juillet 1960], elle exprima l'espoir que les Nations Unies « adopteraient des mesures énergiques » [Komsomolskaïa Pravda, 30 juillet 1960].

Dans ses déclarations du 21 août et du 10 septembre, le gouvernement soviétique louait encore les Nations Unies qui étaient occupées à réprimer le peuple congolais.

En 1961, la direction du P.C.U.S. persuada Gizenga d'assister au Parlement congolais réuni sous la « protection » des troupes de l'O.N.U. et de participer au gouvernement fantoche. Elle déclara mensongèrement que la convocation du Parlement congolais était un « grand événement dans la vie de la jeune République » et une « victoire des forces nationales » [Pravda, 18 juillet 1961].

De toute évidence, cette politique erronée de la direction du P.C.U.S. a rendu un grand service à l'impérialisme américain dans son agression au Congo. Lumumba fut assassiné, Gizenga emprisonné, nombre d'autres patriotes furent persécutés et la lutte du Congo pour son indépendance nationale subit un recul. La direction du P.C.U.S. ne se sent-elle aucunement responsable de tout cela ?

LES RÉGIONS OU CONVERGENT LES CONTRADICTIONS DU MONDE ACTUEL

Il est tout à fait naturel que les révolutionnaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine aient rejeté les paroles et les actes des dirigeants du P.C.U.S. contre le mouvement libération nationale et les guerres de libération nationale. Mais les dirigeants du P.C.U.S. n'en ont pas tiré la leçon qui s'imposait et ils n'ont pas modifié leur ligne et leur politique erronée.

Au contraire, rendus furieux par l'humiliation subie, ils ont déclenché une série d'attaques diffamatoires contre le Parti Communiste chinois et d'autres partis marxistes-léninistes.

La lettre ouverte du Comité central du P.C.U.S. accuse le P.C.C. d'avoir avancé une « nouvelle théorie ». Elle dit : « On le voit par leur nouvelle 'théorie' selon laquelle la contradiction essentielle de notre époque c'est, voyez-vous, la contradiction non pas entre le socialisme et l'impérialisme, mais entre le mouvement de libération nationale et l'impérialisme.

De l'avis des camarades chinois, la force décisive dans la lutte contre l'impérialisme, ce n'est pas le système mondial du socialisme et la lutte de la classe ouvrière internationale, mais le mouvement de libération nationale ».

C'est tout d'abord de l'invention. Dans notre lettre du 14 juin, nous avons fait ressortir que les contradictions fondamentales du monde actuel sont les suivantes : contradiction entre le camp socialiste et le camp impérialiste, contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie dans chacun des pays capitalistes, contradiction entre les nations opprimées et l'impérialisme, et contradiction entre les pays impérialistes et entre les groupes du capital monopoliste.

Nous avons encore indiqué : La contradiction entre le camp socialiste et le camp impérialiste est celle entre deux systèmes sociaux radicalement différents, le socialisme et le capitalisme. Elle est

indubitablement très aiguë. Mais les marxistes-léninistes ne doivent pas considérer les contradictions à l'échelle mondiale comme réduites simplement et uniquement à celle entre le camp socialiste et le camp impérialiste.

Notre point de vue est clair comme le jour.

Dans notre lettre du 14 juin, nous avons traité de la situation révolutionnaire en Asie, en Afrique et en Amérique latine et de la signification et du rôle du mouvement de libération nationale. Voici ce que nous avons dit :

- 1) « C'est dans les vastes régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine que convergent les différentes contradictions du monde contemporain, que la domination impérialiste est le plus faible, et elles constituent aujourd'hui la principale zone des tempêtes de la révolution mondiale qui assène des coups directs à l'impérialisme. »
- 2) « Le mouvement révolutionnaire national et démocratique de ces régions et le mouvement révolutionnaire socialiste dans le monde sont les deux grands courants historiques de notre époque. »
- 3) « Les révolutions nationales et démocratiques de ces régions constituent une partie intégrante importante de la révolution mondiale prolétarienne de notre époque. »
- 4) « La lutte révolutionnaire anti-impérialiste des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine frappe et mine sérieusement les bases de la domination de l'impérialisme, du colonialisme et du néo-colonialisme, elle est une force puissante dans la défense de la paix mondiale de notre temps. »
- 5) « C'est pourquoi, dans un certain sens, l'ensemble de la cause révolutionnaire du prolétariat international dépend en définitive de l'issue de la lutte révolutionnaire menée par les peuples de ces régions, qui constituent l'écrasante majorité de la population mondiale. »
- 6) « C'est pourquoi la lutte révolutionnaire des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine contre l'impérialisme n'est pas du tout une question à caractère régional, mais une question qui concerne l'ensemble de la cause de la révolution mondiale du prolétariat international. »

Ce sont là des thèses marxistes-léninistes. Ce sont des conclusions tirées de l'analyse scientifique des réalités de notre époque.

Nul ne peut nier qu'une situation révolutionnaire très favorable existe à l'heure actuelle en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Les révolutions de libération nationale d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sont aujourd'hui les forces les plus importantes qui frappent l'impérialisme de plein fouet. L'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine sont les régions où les contradictions du monde convergent.

Le point de convergence des contradictions du monde, le point de convergence de la lutte politique mondiale, n'est pas fixe, mais se déplace en fonction des fluctuations de la lutte à l'échelle internationale et de la conjoncture révolutionnaire. Nous sommes persuadés qu'avec le développement des contradictions et de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, le grand jour viendra où un grand combat se livrera en Europe occidentale et en Amérique du Nord, berceau du

capitalisme et centre nerveux de l'impérialisme. Il est hors de doute qu'à ce moment-là, l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord deviendront le point de convergence de la lutte politique mondiale, le point de convergence des contradictions du monde.

Lénine disait en 1913 que « s'ouvrait en Asie une nouvelle source de graves tempêtes mondiales... Nous vivons aujourd'hui justement à l'époque de ces tempêtes et de leurs 'répercussions en sens inverse' en Europe » [V.I. Lénine : « Les Destinées historiques de la doctrine de Karl Marx », Œuvres, tome 18].

Staline disait en 1925 : « Les pays coloniaux constituent l'arrière principal de l'impérialisme. Conditionner révolutionnairement cet arrière doit inévitablement miner l'impérialisme, non seulement dans le sens où il sera privé de ses arrières, mais aussi dans le sens où la révolution de l'Orient doit inévitablement jouer un rôle décisif dans l'intensification de la crise révolutionnaire en Occident » [J. Staline : « Sur le mouvement révolutionnaire en Orient », Œuvres, tome 7].

Se pourrait-il que Lénine et Staline se soient trompés ? Ces raisonnements font d'ailleurs depuis longtemps partie de l'abc du marxisme-léninisme. Maintenant que les dirigeants du P.C.U.S. s'acharnent à minimiser le mouvement de libération nationale, il est clair qu'ils veulent même ignorer l'abc du marxisme-léninisme et les faits patents qui se trouvent sous leur nez.

DÉFORMATION DE LA CONCEPTION LÉNINISTE DU RÔLE DIRIGEANT DANS LA RÉVOLUTION

Dans sa lettre ouverte du 14 juillet, le Comité central du P.C.U.S. s'en prend également au point de vue du P.C.C. sur la direction du prolétariat au sein du mouvement de libération nationale. La lettre dit : « Les camarades chinois veulent 'corriger' Lénine et prouver que ce ne serait pas la classe ouvrière mais la petite bourgeoisie ou la bourgeoisie nationale et même 'certains roi, princes et aristocrates animés de patriotisme' qui doivent être la force prédominante dans la lutte mondiale contre l'impérialisme ».

C'est là une déformation voulue du point de vue du P.C.C.

Traitant de la nécessité pour le prolétariat d'assumer la direction du mouvement de libération nationale, la lettre du 14 juin du Comité central du P.C.C. dit : L'histoire a confié aux partis prolétariens d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine la glorieuse mission « de porter haut le drapeau anti-impérialiste, anticolonialiste et anti-néo-colonialiste, le drapeau de l'indépendance nationale et de la démocratie populaire, d'être aux premiers rangs du mouvement révolutionnaire national et démocratique, et de lutter pour l'avenir du socialisme... »

Sur la base d'alliance des ouvriers et des paysans, le prolétariat et son parti doivent unir toutes les couches pouvant être unies et organiser un large front uni contre l'impérialisme et ses laquais. La consolidation et le développement de ce front uni exigent du parti prolétarien qu'il maintienne son indépendance dans les domaines idéologique, politique et d'organisation, et qu'il tienne fermement la direction de la révolution en main ».

Traitant de la nécessité d'établir un vaste front uni anti-impérialiste au sein du mouvement de

libération nationale, la lettre du 14 juin du Comité central du P.C.C. dit : « Les nations et peuples opprimés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine se trouvent placés devant la tâche urgente qu'est la lutte contre l'impérialisme et ses laquais... Dans ces régions, des couches extrêmement larges de la population refusent l'esclavage impérialiste. Elles englobent non seulement des ouvriers, des paysans, des intellectuels et des éléments petits-bourgeois, mais aussi la bourgeoisie nationale patriote, et même certains rois, princes et aristocrates patriotes ».

Ces vues sont parfaitement claires. Il est nécessaire, au sein du mouvement de libération nationale, de mettre à la fois l'accent sur la direction prolétarienne et sur la création d'un vaste front uni anti-impérialiste. Qu'ont-elles d'erroné, ces vues ? Pourquoi la direction du P.C.U.S. déforme-t-elle et attaque-t-elle ces vues qui sont justes ?

Ce n'est pas nous qui avons abandonné la conception de Lénine sur la direction prolétarienne de la révolution, mais bien les dirigeants du P.C.U.S.

Abandonner complètement la tâche de combat contre l'impérialisme et le colonialisme et s'opposer totalement à la guerre de libération nationale, conformément à la ligne erronée des dirigeants du P.C.U.S. équivaldrait pour le prolétariat et les partis communistes des nations et pays opprimés à rengainer l'étendard patriotique du combat contre l'impérialisme et de la lutte pour l'indépendance nationale et à l'offrir à d'autres.

Et s'il en allait ainsi, comment pourrait-il encore être question d'un front uni anti-impérialiste ou de la direction prolétarienne ?

Une autre idée fréquemment propagée par les dirigeants du P.C.U.S., c'est qu'un pays peut édifier le socialisme, quelle que soit la direction dont il dispose, même s'il s'agit de celle d'un nationaliste réactionnaire comme Nehru. Ceci est bien plus éloigné encore de l'idée de la direction prolétarienne.

Dans sa lettre ouverte, le Comité central du P.C.U.S. interprète à tort les relations de soutien mutuel existant entre camp socialiste et mouvement ouvrier des pays capitalistes d'une part, et mouvement de libération nationale d'autre part, affirmant que celui-ci devrait être « dirigé » par les pays socialistes et par le mouvement ouvrier des métropoles. Il s'obstine à prétendre qu'il se « base » sur la conception de Lénine en fait de direction prolétarienne.

C'est là, de toute évidence, une grossière déformation et altération de la pensée de Lénine. Et cela montre que les dirigeants du P.C.U.S. veulent imposer au mouvement révolutionnaire des nations opprimées leur ligne d'élimination de la révolution.

LA VOIE DU NATIONALISME ET DE LA DÉGÉNÉRESCENCE

Dans leur lettre ouverte du 14 juillet, les dirigeants du P.C.U.S. cherchent à faire endosser un crime au P.C.C., en prétendant que les camarades chinois « isolent le mouvement de libération nationale de la classe ouvrière internationale et de son œuvre, le système mondiale du socialisme ».

Ils nous accusent aussi d'« avoir détaché » le mouvement de libération nationale du système socialiste et du mouvement ouvrier des pays capitalistes occidentaux, et de l'avoir « opposé » à

ceux-ci. Et il y a des communistes, du genre des dirigeants du Parti communiste français qui leur font écho à tue-tête.

Mais que disent les faits ? Ce sont les dirigeants du P.C.U.S. en personne et leurs disciples qui, s'abstenant de tout soutien, et faisant même obstacle au mouvement de libération nationale, opposent ce mouvement au camp socialiste et au mouvement ouvrier des pays capitalistes occidentaux.

Le P.C.C. a toujours estimé que les luttes révolutionnaires des peuples se soutiennent mutuellement. Nous avons toujours envisagé le mouvement de libération nationale du point de vue du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, du point de vue de la révolution prolétarienne mondiale prise dans son ensemble. Nous maintenons que le développement victorieux de la révolution de libération nationale est d'une importance énorme pour le camp socialiste, le mouvement ouvrier des pays capitalistes et la cause de la paix mondiale.

Mais les dirigeants du P.C.U.S. et leurs disciples se refusent à l'admettre. Ils ne parlent que du soutien apporté par le camp socialiste au mouvement de libération nationale et nient le soutien apporté par celui-ci au camp socialiste. Ils parlent uniquement du rôle que joue le mouvement ouvrier des pays capitalistes occidentaux en frappant l'impérialisme, et minimisent ou nient le rôle joué dans le même domaine par le mouvement de libération nationale. Leur position va à l'encontre du marxisme-léninisme, elle dédaigne les faits, et elle est donc erronée.

La façon d'envisager le rapport entre pays socialistes et révolution des nations opprimées, entre mouvement ouvrier des pays capitalistes et révolution des nations opprimées est une importante question de principe : savoir si l'on maintient ou si l'on abandonne le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien.

Selon le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien, chaque pays socialiste dont la révolution a été couronnée par la victoire, doit soutenir et aider activement la lutte des nations opprimées pour leur libération. Les pays socialistes, une fois que la révolution a triomphé chez eux, doivent devenir des bases pour le soutien et le développement de la révolution des nations et peuples opprimés du monde entier, ils doivent faire l'alliance la plus étroite avec ceux-ci et mener la révolution prolétarienne mondiale jusqu'au bout.

Or, en pratique, les dirigeants du P.C.U.S. considèrent la victoire du socialisme dans un seul ou dans quelques pays comme l'aboutissement de la révolution prolétarienne mondiale. Ils veulent subordonner la révolution de libération nationale à leur ligne générale de coexistence pacifique et aux intérêts nationaux de leur propre pays.

Lorsque Staline combattait en 1925 les liquidationnistes, représentés par les trotskistes et les zinoviévistes, il fit ressortir qu'une des caractéristiques du danger du liquidationnisme était « le manque de confiance dans la révolution prolétarienne internationale, le manque de conviction dans sa victoire, le scepticisme à l'égard du mouvement de libération nationale des colonies et pays dépendants... l'inaptitude à comprendre l'exigence élémentaire de l'internationalisme, en vertu de laquelle le socialisme dans un pays n'est pas une fin en soi, mais un moyen de développer et de soutenir la révolution dans d'autres pays » [J. Staline, « Questions et réponses », Œuvres, tome 7.].

Staline ajoutait : « C'est la voie du nationalisme et de la dégénérescence, la voie de la liquidation totale de la politique internationale du prolétariat, car ceux qui souffrent de ce mal ne considèrent pas notre pays comme une partie intégrante de ce qu'on appelle le mouvement révolutionnaire mondial, mais comme le début et la fin de ce mouvement, et ils estiment que les intérêts de tous les autres pays doivent être sacrifiés en faveur des nôtres » [ibidem].

Staline décrivit comme suit les idées liquidationnistes : « Soutenir le mouvement de libération de la Chine ? Et pourquoi ? Cela ne serait-il pas dangereux ? Cela ne nous mènerait-il pas à des conflits avec d'autres pays ? Ne vaudrait-il pas mieux pour nous de délimiter des 'sphères d'influence' en Chine de concert avec d'autres puissances 'avancées', d'arracher à la Chine quelque chose qui nous serait profitable ? Ce serait à la fois utile et sans danger... etc ? Etc. » [ibidem].

Staline concluait : « Tel est 'l'état d'esprit' nationaliste nouvelle manière, qui essaie de liquider la politique étrangère de la Révolution d'Octobre et cultive les éléments de la dégénérescence » [ibidem].

Les dirigeants actuels du P.C.U.S. ne le cèdent en rien aux vieux liquidationnistes et vont même plus loin. Se croyant très habiles, ils n'adoptent que ce qui est « à la fois utile et sans danger ». Ils craignent terriblement le conflit avec les pays impérialistes et ils se sont mis dans la tête de s'opposer au mouvement de libération nationale. Et l'idée des deux super-puissances établissant des « sphères d'influence » dans le monde les enivre.

La critique des liquidationnistes par Staline est une belle description des dirigeants actuels du P.C.U.S. Emboitant le pas aux liquidationnistes, ils ont liquidé la politique étrangère de la Révolution d'Octobre et pris la voie du nationalisme et de la dégénérescence.

Staline avait mis en garde : « Il est évident que le premier pays à être victorieux ne peut maintenir son rôle de porte-drapeau du mouvement révolutionnaire mondial que sur la base d'un internationalisme conséquent, sur la base de la politique étrangère de la Révolution d'Octobre, et que la voie de la moindre résistance et du nationalisme en politique étrangère est la voie de l'isolement et de la décadence du premier pays être victorieux » [ibidem].

Cet avertissement de Staline a gardé tous son sens et son caractère pratique pour les dirigeants actuels du P.C.U.S.

UN CAS TYPIQUE DE SOCIAL-CHAUVINISME

De même, selon l'internationalisme prolétarien, le prolétariat et les communistes des nations oppresseuses doivent soutenir activement le droit des nations opprimées à l'indépendance et leur lutte pour la libération. Ce n'est qu'avec le soutien des nations opprimées que le prolétariat des nations oppresseuses disposera d'une possibilité plus grande de faire triompher sa révolution.

Lénine frappait juste lorsqu'il disait : « Le mouvement révolutionnaire des pays avancés ne serait, en fait, qu'une simple duperie sans l'union complète et la plus étroite dans la lutte des ouvriers en Europe et en Amérique contre le capital et les centaines et centaines de millions d'esclaves 'coloniaux' opprimés par ce capital » [V.I. Lénine : « Le IIe Congrès de l'Internationale communiste », Œuvres, tome 31].

Or, certains qui se prétendent marxistes-léninistes ont renoncé au marxisme-léninisme sur ce point précis, qui est un principe fondamental. Les dirigeants du Parti communiste français fournissent un exemple typique dans ce domaine.

Depuis de longues années, ils ont abandonné la lutte contre l'impérialisme américain, se refusant à s'opposer énergiquement au contrôle et aux entraves imposés par celui-ci à la France dans les domaines politique, économique et militaire et remettant ainsi définitivement à de Gaulle et autres le drapeau français de la lutte nationale contre l'impérialisme américain ; et d'autre part, ils ont utilisé des prétextes et des moyens les plus divers pour défendre les intérêts coloniaux des impérialistes français, ils ont refusé leur appui, et se sont même opposés, aux mouvements de libération nationale des colonies françaises, aux guerres révolutionnaires nationales en particulier, et ils ont sombré dans le borbier du chauvinisme.

Lénine disait : « Les Européens oublient souvent que les peuples coloniaux sont aussi des nations, mais tolérer un tel 'oubli' c'est tolérer le chauvinisme » [V. I. Lénine : « Une caricature du Marxisme et à propos de l'Economie impérialiste », Œuvres, tome 23].

Et cependant, la direction du P.C.F., représentée par le camarade Thorez, a non seulement toléré cet « oubli », mais a considéré carrément les peuples des colonies françaises comme des « Français naturalisés » [Discours de M. Thorez prononcé en février 1939 à Alger], refusé d'admettre leur droit de se détacher de la France et d'accéder à l'indépendance nationale et soutenu publiquement la politique d'« assimilation nationale » poursuivie par l'impérialisme français.

Durant la dernière dizaine d'années, les dirigeants du P.C.F. ont suivi la politique coloniale des impérialistes français, ils se sont mis à la remorque de la bourgeoisie monopoliste française.

En 1946, lorsque les dirigeants français, ceux des monopoles, usèrent d'une ruse néo-colonialiste et proposèrent d'instaurer l'Union française, les dirigeants du P.C.F. suivirent le mouvement, ils se vantèrent : « ... nous avons toujours considéré cette union comme une union libre de peuples libres » [Allocution de L. Feix prononcée en juin 1959 au XV^e Congrès du Parti communiste français] et « la fondation de l'Union française permettra de régler sur une base nouvelle la question des rapports entre le peuple français et les peuples d'outre-mer jadis dépendants de la France » [Discours de M. Thorez à la séance d'ouverture du 10 octobre 1955 de l'Ecole centrale du Parti].

En 1958, lorsque l'Union française s'écroula et que le gouvernement français se proposa d'établir la « Communauté française » afin de maintenir son système colonial, les dirigeants du P.C.F. suivirent une fois de plus le mouvement et proclamèrent : « Nous croyons que la création d'une véritable Communauté serait un événement positif » [Allocution de L. Feix prononcée en juin 1959 au XV^e Congrès du Parti communiste français] .

En outre, en prenant parti contre l'indépendance nationale que réclament les peuples des colonies françaises, ils essayèrent même d'user de l'intimidation et déclarèrent : Toute tentative de se séparer de l'Union française ne peut qu'aboutir au renforcement de l'impérialisme, quoiqu'elle permette l'obtention d'une indépendance, celle-ci ne sera que nominale, provisoire et factice. Et par ailleurs, les dirigeants du P.C.F. déclarèrent carrément : « La question est de savoir si cette indépendance,

désormais inéluctable, se fera avec la France ou sans elle et contre elle. L'intérêt de notre pays, c'est que ce soit avec lui » [Raymond Barbé : « L'Afrique noire à l'heure de la Guinée ? », Démocratie nouvelle, numéro de novembre 1958].

Dans la question algérienne, les dirigeants du P.C.F. adoptèrent une attitude chauvine. Ils ont essayé de se justifier, ces derniers temps, en affirmant que depuis des années ils ont reconnu la légitime demande de liberté du peuple algérien. Mais que montrent les faits ?

Les dirigeants du P.C.F. n'ont, pendant longtemps, reconnu aucunement le droit de l'Algérie à l'indépendance nationale ; ils suivaient la bourgeoisie monopoliste française, clamaient que « l'Algérie est une partie inaliénable de la France » [Documents de l'Assemblée nationale constituante, séance du 24 septembre 1946, annexe II, n°1013] ; que celle-ci « est et doit rester une grande puissance africaine » [Allocation de F. Bonte prononcée en 1944 à l'Assemblée constituante].

L'intérêt de Thorez et d'autres portait surtout sur le fait que l'Algérie pouvait fournir annuellement à la France « un million de moutons », de grandes quantités de blé et donc résoudre le problème du « manque de viande » et « combler notre déficit en céréales » [Rapport de M. Thorez prononcé en 1945 au Xe Congrès du Parti communiste français].

Voyez à quel degré de frénésie atteint le chauvinisme des dirigeants du P.C.F. Y a-t-il chez eux une ombre d'internationalisme prolétarien ? Y a-t-il quoi que ce soit du révolutionnaire prolétarien en eux ? Par l'adoption de cette position chauvine, ils ont trahi les intérêts fondamentaux du prolétariat international, du prolétariat français et les véritables intérêts de la nation française.

RÉFUTATION DE LA « THÉORIE DU RACISME » ET DE LA « THÉORIE DU PERIL JAUNE »

Ayant usé toutes leurs armes magiques dans leur opposition au mouvement de libération nationale, les dirigeants du P.C.U.S. en sont réduits à rechercher l'aide du racisme, la plus réactionnaire des théories impérialistes.

Ils ont qualifié la juste position du P.C.C. de soutien résolu au mouvement de libération nationale comme « créant des barrières de couleurs, de races et géographiques », « remplaçant le point de vue de classe par le point de vue de la race », et comme « spéculant sur les préjugés nationaux, et même raciaux, des peuples d'Asie et d'Afrique ».

Si le marxisme-léninisme n'existait pas, pareils mensonges pourraient peut-être prendre sur certains. Mais les inventeurs de ces mensonges détonnent aujourd'hui, malheureusement pour eux, car le marxisme-léninisme s'est déjà frayé un chemin au plus profond du cœur des hommes.

Comme Staline le remarqua justement, le léninisme « a détruit le mur qui séparait Blancs et noirs, Européens et Asiatiques, esclaves 'civilisés' et 'non-civilisés' de l'impérialisme » [J. Staline, Des principes du léninisme]. Il est futile pour les dirigeants du P.C.U.S. d'essayer de réédifier le mur du racisme.

Dans le monde actuel, la question nationale est, en dernière analyse, une question de lutte de classe,

une question de lutte contre l'impérialisme. Les ouvriers, les paysans, les intellectuels révolutionnaires, les éléments patriotes et anti-impérialistes de la bourgeoisie et les autres éléments éclairés, patriotes et anti-impérialistes, de toutes les races, blanche, noire, jaune ou brune, ont formé un large front uni contre l'impérialisme qui est dirigé par les Etats-Unis et contre ses laquais. Ce front uni s'élargit et se renforce.

Ici, la question n'est pas de savoir si l'on est avec les Blancs ou les gens de couleur, mais si l'on est avec les nations et les peuples opprimés ou avec la poignée d'impérialistes et de réactionnaires.

Le point de vue marxiste-léniniste de classe veut que les nations opprimées établissent une nette démarcation entre elles-mêmes et les impérialistes et colonialistes. Estomper cette démarcation constitue une démarche national-chauvine qui sert l'impérialisme et le colonialisme.

Lénine disait : « ... le programme social-démocrate doit être centré sur la division des nations en nations oppresseuses et nations opprimées, division qui constitue l'essence de l'impérialisme et qu'éludent sournoisement les social-chauvins et Kautsky » [V. I. Lénine : « Le Proletariat révolutionnaire et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », Œuvres, tome 21].

Et lorsqu'ils colportent la « théorie du racisme » et font passer le mouvement de libération nationale d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine pour un mouvement des races de couleur contre la race blanche, ils visent clairement à susciter la haine raciale au cœur des Blancs d'Europe et d'Amérique du Nord, à détourner les peuples du monde des objectifs de la lutte contre l'impérialisme et à faire s'écarter le mouvement ouvrier international de la lutte contre le révisionnisme moderne.

Ils ont parlé à cor et à cri du « péril jaune » et de la « menace de Gengis Khan ». Cela ne vaut vraiment pas la peine qu'on le réfute. Nous n'avons pas l'intention, dans cet article, de juger du rôle historique de Gengis Khan ou du développement des nations mongole, russe et chinoise et du processus de leur formation en tant qu'Etats.

Nous tenons seulement à rappeler aux dirigeants du P.C.U.S. qu'il serait utile pour eux de revoir leurs leçons d'histoire avant de fabriquer de pareils mensonges. Gengis Khan était un Khan de Mongolie, et à son époque la Chine et la Russie avaient toutes deux subi l'agression mongole. Gengis Khan envahit une partie du nord-ouest et du nord de la Chine en 1215, et la Russie en 1223. Après sa mort, ses successeurs soumièrent la Russie en 1240, et quarante ans après, en 1279, ils conquéraient toute la Chine.

Lou Sin, le célèbre écrivain chinois, a consacré à Gengis Khan un paragraphe d'un article qu'il écrivit en 1934. Nous le donnons ici, pour référence, étant donné qu'il peut être utile aux dirigeants du P.C.U.S.

Lou Sin écrivait : à l'âge de vingt ans « ... j'avais entendu dire que 'notre' Gengis Khan avait conquis l'Europe et ouvert la période la plus florissante de 'notre' histoire. C'est à vingt-cinq ans seulement que je découvris que la prétendue période la plus florissante de 'notre' histoire était en fait l'époque où les Mongols conquièrent la Chine et où nous devînmes esclaves. Et ce n'est qu'en août dernier, alors que je feuilletais trois ouvrages sur la Mongolie, à la recherche d'anecdotes historiques, que je découvris que la conquête de la Russie par les Mongols et leur invasion de la

Hongrie et de l'Autriche se situaient avant leur conquête de la Chine et que le Gengis Khan de l'époque n'était donc pas notre Khan. Les Russes avaient été réduits en esclavage avant nous, et ce sont donc eux qui pourraient dire : 'Lorsque notre Gengis Khan conquiert la Chine, il ouvre la période la plus florissante de notre histoire' » [Lou Sin, Œuvres complètes, tome 6].

Celui qui a quelques notions de l'histoire du monde moderne sait que la « théorie du péril jaune », au sujet de laquelle la direction du P.C.U.S. a fait tant de bruit, est un legs de l'empereur d'Allemagne Guillaume II. Il y a un demi-siècle, Guillaume II déclarait : « Je crois au péril jaune ».

Le but que recherchait l'empereur d'Allemagne en propageant la « théorie du péril jaune », c'était de poursuivre le démembrement de la Chine, d'envahir l'Asie, de réprimer la révolution en Asie, de détourner les peuples d'Europe de la révolution et de se servir de cette théorie comme d'un écran de fumée pour se préparer activement à la guerre mondiale impérialiste, pour l'hégémonie mondiale.

Lorsque Guillaume II propagea la « théorie du péril jaune », la bourgeoisie européenne était déjà en pleine décadence, réactionnaire à l'extrême, et la révolution démocratique balayait la Chine, la Turquie, la Perse et touchait l'Inde, à l'époque de la Révolution russe de 1905. C'était aussi l'époque où Lénine lança son mot célèbre sur « l'Europe arriérée et l'Asie avancée ».

Guillaume II était un grand personnage. Mais, au fond, la preuve fut faite qu'il n'était qu'un bonhomme de neige au soleil. Ce manitou réactionnaire disparut de la scène en fort peu de temps, avec la théorie réactionnaire qu'il avait créée. Le grand Lénine, lui, et sa brillante pensée vivront à jamais.

Cinquante ans ont passé ; l'impérialisme d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord s'est fait plus moribond et plus réactionnaire encore, et ses jours sont comptés. Entre-temps, la tempête révolutionnaire qui fait rage en Asie, en Afrique et en Amérique latine est devenue plusieurs fois plus puissante qu'à l'époque de Lénine. On a peine à s'imaginer qu'il existe encore, aujourd'hui, des gens qui veulent succéder à Guillaume II. C'est là, vraiment, une dérision de l'histoire.

RETOUR DU VIEUX RÉVISIONNISME SOUS UN NOUVEAU TRAVESTI

La politique de la direction du P.C.U.S. dans la question nationale et coloniale n'est autre que celle des révisionnistes de la IIe Internationale qui a fait faillite. La seule différence, c'est que la dernière servait le vieux colonialisme des impérialistes tandis que la politique des révisionnistes modernes sert le néo-colonialisme des impérialistes.

Les vieux révisionnistes chantaient sur l'air des vieux colonialistes et Khrouchtchev, lui, chante sur l'air des néo-colonialistes.

Les héros de la IIe Internationale, représentés par Bernstein et Kautsky, étaient des défenseurs de la vieille domination coloniale de l'impérialisme. Ils déclaraient ouvertement que la domination coloniale était progressiste, qu'elle apportait une haute civilisation aux colonies et y développait les forces productives. Ils prétendaient même que la suppression des colonies « signifierait le retour à la barbarie » [Allocution de E. David prononcée en 1907 sur la question coloniale au Congrès

international des partis socialistes à Stuttgart].

Sur ce point, Khrouchtchev se distingue quelque peu des premiers révisionnistes. Il a suffisamment de hardiesse pour dénoncer le vieux système colonial.

Comment se fait-il que Khrouchtchev soit aussi hardi ? C'est que les impérialistes ont changé d'air.

Après la Seconde guerre mondiale, sous le double coup de la révolution socialiste et de la révolution de libération nationale, l'impérialisme fut forcé d'admettre que « si les pays occidentaux essaient de maintenir le statu quo colonialiste, il en résultera inévitablement la révolution par la violence et la défaite » [J.F. Dulles : Guerre ou paix].

Le vieux mode de domination coloniale « pourrait fort bien se transformer en un 'chancre' qui drainerait toute la vigueur économique et morale d'un Etat » [J. Strachey : La Fin de l'Empire]. Il devenait donc nécessaire de changer de méthode et d'appliquer le néo-colonialisme.

D'où aussi, Khrouchtchev chantant sur l'air des néo-colonialistes et faisant étalage de « la théorie de la disparition du colonialisme », afin de camoufler le néo-colonialisme. De plus, il essaie d'induire les nations opprimées à embrasser le néo-colonialisme.

Il propage activement l'idée que la « coexistence pacifique » entre nations opprimées et impérialisme civilisé amènera « une élévation rapide de l'économie nationale » et un « développement des forces productives », fera que « la capacité du marché intérieur de ces pays [nations opprimées] deviendra incomparablement plus grande », permettra de « fournir davantage de matières premières, de différentes denrées et marchandises nécessaires à l'économie des pays à industrie développée » [Discours de N.S. Khrouchtchev prononcé le 23 septembre 1960 devant l'Assemblée générale des Nations Unies] et en même temps « mènera à un mieux-être incessant des peuples... des pays plus évolués » [La Liquidation du colonialisme – exigence de l'époque », Kommunist, n° 2, 1961].

Khrouchtchev n' a pas oublié non plus de ramasser et de fourbir certaines armes démodées de l'arsenal des révisionnistes de la IIe Internationale.

En voici quelques exemples :

Les vieux révisionnistes étaient opposés aux guerres de libération nationale et maintenaient que la question nationale « ne devrait être réglée qu'au moyen de consultations internationales » [Résolution sur la question territoriale adoptée en 1919 à la Conférence de Berne sur l'Internationale socialiste].

Sur ce point, Khrouchtchev a vraiment adopté toute la ligne de conduite des révisionnistes de la IIe Internationale ; il préconise d' « enterrer tranquillement le système colonial » [Discours de N.S. Khrouchtchev prononcé le 23 septembre 1960 devant l'Assemblée générale des Nations Unies].

Les vieux révisionnistes attaquaient les marxistes révolutionnaires, ils leur lançaient que « le bolchevisme est en fait une espèce de socialisme belliqueux » [Déclaration de O. Bauer de 1925, sur la question d'Orient au Congrès international des partis socialistes à Marseille] et que l'Internationale communiste rêve d'utiliser les baïonnettes de l'invincible Armée rouge pour libérer

les ouvriers et croit qu'il est nécessaire de déclencher une nouvelle guerre mondiale pour réaliser la révolution mondiale » [Résolution sur la question d'Orient adoptée en 1925 par le Congrès international des partis socialistes à Marseille].

Le langage que Khrouchtchev tient aujourd'hui pour le P.C.C. et d'autres partis frères marxistes-léninistes est exactement celui dont usaient les vieux révisionnistes pour diffamer les bolcheviks.

On aurait beaucoup de peine à découvrir quelque différence. Il doit être dit que pour ce qui est de servir le néo-colonialisme des impérialistes, Khrouchtchev n'est en rien inférieur aux vieux révisionnistes qui étaient au service du vieux colonialisme de l'impérialisme.

Lénine a montré comment la politique impérialiste amenait le mouvement ouvrier international à se scinder en deux, en fraction révolutionnaire et en fraction opportuniste. Les révolutionnaires étaient pour les nations opprimées et contre les impérialistes et les colonialistes.

De l'autre côté, les opportunistes se nourrissaient des restes du butin que les impérialistes et les colonialistes tiraient du peuple des colonies et des semi-colonies. Ils étaient avec les impérialistes et les colonialistes et s'opposaient à la révolution libératrice des nations opprimées.

Le même genre de division, entre les révolutionnaires et les opportunistes du mouvement ouvrier international, que celui décrit par Lénine est apparu non seulement dans le mouvement ouvrier des pays capitalistes, mais aussi dans des pays socialistes où le prolétariat exerce le pouvoir.

L'histoire montre que pour remporter la victoire complète, le mouvement de libération nationale doit se lier par une solide alliance au mouvement ouvrier révolutionnaire, établir une nette démarcation entre lui-même et les révisionnistes, qui se sont mis au service des impérialistes et des colonialistes, et se débarrasser résolument de leur influence.

Elle montre que pour remporter la victoire complète, le mouvement ouvrier d'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord doit établir une alliance étroite avec le mouvement de libération nationale d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, tracer une nette démarcation entre lui et les révisionnistes et liquider résolument l'influence de ceux-ci.

Les révisionnistes sont des agents de l'impérialisme dans les rangs du mouvement ouvrier international. Lénine disait : « ... si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère » [V. I. Lénine : « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », Œuvres, tome 22].

Il est donc évident que le combat d'aujourd'hui contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme doit être lié étroitement à la lutte contre les défenseurs du néo-colonialisme.

Quelle que soit la force que les impérialistes mettront à camoufler leurs intentions et à se démener, et quelle que soit la force que les défenseurs du néo-colonialisme mettront à enjoliver et à aider l'impérialisme et le colonialisme, ceux-ci ne peuvent échapper à leur destin. La victoire de la révolution de libération nationale ne peut être empêchée. Les défenseurs du néo-colonialisme connaîtront tôt ou tard la faillite.

Prolétaires du monde entier et nations opprimées, unissez-vous !